

**Assemblée générale**

Distr. générale
17 avril 2014
Français
Original : anglais

Soixante-huitième session

Point 148 de l'ordre du jour

**Financement de la Force intérimaire de sécurité
des Nations Unies pour Abyei****Force intérimaire de sécurité des Nations Unies
pour Abyei : exécution du budget de l'exercice
allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013 et projet
de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014
au 30 juin 2015****Rapport du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires**

	<i>Dollars É.-U.</i>
Crédit ouvert pour 2012/13	257 932 000
Dépenses de 2012/13	257 846 200
Solde inutilisé de 2012/13	85 800
Crédit ouvert pour 2013/14	329 108 600
Montant prévu des dépenses de 2013/14 ^a	305 834 000
Montant estimatif du solde inutilisé de 2013/14	23 274 600
Projet de budget du Secrétaire général pour 2014/15	328 210 600
Recommandation du Comité consultatif pour 2014/15	327 173 000

^a Montant estimatif au 31 janvier 2014.



I. Introduction

1. Les recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires qui figurent aux paragraphes 30 et 37 ci-après entraîneraient une réduction de 1 037 600 dollars du projet de budget de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015. On trouvera dans les paragraphes qui suivent les recommandations et observations que le Comité a jugé utile de faire sur certaines questions.

2. Au cours de l'examen du financement de la FISNUA, le Comité consultatif s'est entretenu avec des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des compléments d'information et des éclaircissements, dont les derniers figurent dans les réponses écrites qu'il a reçues le 14 avril 2014. On trouvera à la fin du présent rapport la liste des documents examinés et de ceux qui ont servi de toile de fond à ses travaux. Ses observations et recommandations détaillées sur les conclusions du Comité des commissaires aux comptes relatives aux opérations de maintien de la paix de l'ONU pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013, ainsi que sur les questions transversales liées à ces opérations, figurent dans les rapports qu'il leur a consacrés (voir [A/68/843](#) et [A/68/782](#), respectivement).

II. Rapport sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013

3. Par sa résolution [66/241 B](#), l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 257 932 000 dollars (soit un montant net de 256 573 400 dollars) pour financer le fonctionnement de la Force durant l'exercice allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013 (l'exercice 2012/13). Les dépenses totales de l'exercice ont atteint un montant brut de 257 846 200 dollars (et un montant net de 256 308 900 dollars), d'où un solde inutilisé (brut), de 85 800 dollars, représentant quasiment 0 % du crédit ouvert.

4. On trouvera une analyse des écarts entre les crédits ouverts et les dépenses effectives au chapitre IV du rapport sur l'exécution du budget de 2012/13 ([A/68/604](#)). La sous-utilisation des ressources s'explique surtout par :

a) Les contingents militaires (10 539 700 dollars) : les remboursements inférieurs aux prévisions au titre du matériel appartenant aux contingents ont été en partie contrebalancés par des dépenses plus fortes que prévu pour le transport de ce matériel et le remboursement au taux standard du coût des contingents (voir par. 34);

b) Les transports aériens (6 733 000 dollars) : globalement, les hélicoptères ont été moins utilisés que prévu, essentiellement parce que le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière n'a pas été en mesure de conduire des missions de surveillance aérienne le long de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée par suite des conditions de sécurité à Kadugli et aux environs, cette sous-utilisation étant en partie contrebalancée par un dépassement de crédit dû aux dépenses en carburant et lubrifiants, à la fois parce que la consommation a été plus importante et le prix au litre plus élevé que prévu (voir par. 43 et 44).

5. Les dépassements de crédit s'expliquent surtout par :

a) Les installations et infrastructures (4 488 200 dollars) : des dépenses plus fortes que prévu en carburant et lubrifiants et l'acquisition non prévue de matériel et d'infrastructures (voir par. 41);

b) Les fournitures, services et matériels divers (4 427 500 dollars) : les dépenses ont été plus élevées que prévu pour le transport d'éléments préfabriqués, de matériel de construction connexe et de 250 tentes (voir par. 48).

6. Ayant posé des questions, le Comité consultatif a été informé qu'à concurrence de près de 100 % du budget de 2012/13, les dépenses ont été effectuées suivant une gestion stratégique du montant alloué et moyennant des réaffectations à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire. À ce propos, le Comité note que, d'après les renseignements qui lui ont été donnés, il y a eu des écarts importants pour certains postes de dépenses, à savoir :

a) Au titre du personnel recruté sur le plan international, dépenses communes de personnel, les dépenses se sont élevées à 7 888 800 dollars, alors que le crédit ouvert était de 5 805 800 dollars, soit un écart de 35,9 %;

b) Au titre des consultants, hors formation, les dépenses ont atteint 219 300 dollars, pour un crédit ouvert de 16 500 dollars, soit un écart de 1 229,2 %;

c) Au titre des installations et infrastructures, acquisition de matériel d'épuration des eaux, les dépenses se sont montées à 465 300 dollars contre un crédit de 13 800 dollars, soit un écart de 3 271,6 %;

d) Au titre des fournitures, services et matériels divers, fret et dépenses connexes, les dépenses se sont élevées à 6 155 200 dollars, pour 1 020 000 dollars de crédit, soit un écart de 503,4 %.

7. On trouvera plus loin, à la section IV, consacrée au projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 (A/68/728), les observations du Comité consultatif sur les renseignements présentés dans le rapport sur l'exécution du budget au sujet de différents objets de dépense.

III. Information sur l'exécution du budget de l'exercice en cours

8. En ce qui concerne les montants mis en recouvrement auprès des États membres pour financer la FISNUA, le Comité consultatif a été informé qu'au 24 février 2014, ils s'élevaient à 694 416 000 dollars au total depuis sa création. Les paiements reçus jusqu'à cette date s'élevant à 580 928 000 dollars, il restait un montant dû de 113 488 000 dollars. Le Comité note que le solde de trésorerie de la mission s'établissait à la même date à 116 600 000 dollars, somme qui couvre la réserve de trésorerie correspondant à trois mois de dépenses, soit 49 514 000 dollars, et laisse un reliquat disponible de 67 086 000 dollars.

9. Le Comité consultatif a été informé qu'à la date du 31 décembre 2013, le solde dû sur le matériel appartenant aux contingents se montait à 13 739 000 dollars. La somme de 573 000 dollars avait été payée pour les 15 demandes d'indemnisation à la suite de décès ou pour cause d'invalidité portant sur toute la période écoulée de la création de la Force au 31 janvier 2014. Le Comité a aussi appris que trois autres

demandes d'indemnisation à la suite de décès ou pour cause d'invalidité étaient en instance. **Le Comité compte que toutes les demandes en instance seront réglées dans les meilleurs délais.**

10. En ce qui concerne l'occupation des postes, le Comité consultatif a été informé qu'au 31 janvier 2014, celle-ci s'établissait pour l'exercice 2013/14 comme suit :

	<i>Effectif autorisé^a</i>	<i>Effectif en place</i>	<i>Taux de vacance (en pourcentage)</i>
Militaire et personnel de police			
Observateurs militaires	225	133	40,9
Contingents	5 101	3 957	3,7
Police des Nations Unies	50	23	54,0
Personnel civil			
Recruté sur le plan international	149	112	21,7
Recruté sur le plan national	108	65	35,6
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)			
Recruté sur le plan international	16	3	81,3
Volontaires des Nations Unies	37	18	47,1

^a Maximum autorisé pour l'exercice.

11. Le Comité consultatif a eu communication d'un tableau indiquant les dépenses actuelles et projetées pour l'exercice 2013/14, ainsi que les causes des écarts, et il note qu'à la fin de l'exercice en cours, les dépenses totales se monteraient, d'après ces estimations, à 305 834 000 dollars, sur un crédit de 329 108 600 dollars, ce qui laisserait un solde inutilisé de 23 274 600 dollars.

Construction

12. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a reçu communication d'un tableau faisant apparaître l'état actuel d'avancement du plan de construction pour l'exercice 2013/14 (annexe I), dans lequel il est indiqué que les dépenses se montent à ce jour à 5 550 417 dollars, sur un montant alloué de 23 471 050 dollars. Le Comité rappelle que, dans son rapport sur le projet de budget pour 2013/14, il a tenu compte de la faiblesse du taux d'exécution des projets de construction enregistré pour les exercices 2011/12 et 2012/13 et recommandé que les ressources au titre des services de construction ne soient pas augmentées pour passer à 23 083 800 dollars, mais demeurent au même niveau que pour l'exercice 2012/13, soit 10 953 800 dollars. Le Comité a aussi dit que si des ressources supplémentaires devenaient nécessaires en 2013/14 pour financer des services de construction, il faudrait l'indiquer dans le rapport sur l'exécution du budget (voir [A/67/780/Add.18](#), par. 39). L'Assemblée générale a par la suite avalisé cette position dans sa résolution [67/270](#), où elle priait par ailleurs le Secrétaire général de faire tout son possible pour que les projets de construction soient effectivement achevés dans les délais prévus et que le Siègne continue à en assurer une supervision effective.

13. Le Comité a été informé en réponse à ses questions que le programme de construction figurant dans le projet de budget du Secrétaire général pour l'exercice 2013/14 prévoyait l'achèvement d'un projet de construction de logements en dur pour le personnel évalué à 8 millions de dollars; ce projet comprenait la construction d'un immeuble de deux étages, d'une valeur de 5 millions de dollars, destiné à servir de quartier général de la Force. Le Comité a appris par le Secrétaire général que du fait de la réduction du budget de cette construction, ramené des 23 083 800 dollars demandés à 10 953 800 dollars, il n'était pas viable de poursuivre l'exécution du plan initial. Vu la redistribution des priorités parmi les besoins opérationnels, la mission devait produire un programme de construction révisé faisant appel à des logements préfabriqués. Ayant demandé de nouveaux éclaircissements sur les changements apportés au plan de construction, le Comité a appris que la révision, opérée en consultation avec toutes les parties prenantes, tenait compte de deux facteurs : a) le caractère intérimaire de la mission, à cause duquel la viabilité financière d'une construction en béton est plus difficile à justifier; b) le fait que la conception, l'acquisition et la construction d'immeubles en béton de deux étages exigeraient davantage de temps que ceux d'unités d'habitation préfabriquées. En ce qui concerne la recommandation du Comité d'indiquer dans le rapport sur l'exécution du budget les ressources supplémentaires requises, le Secrétariat a dit à celui-ci qu'il entendait cette recommandation comme laissant à la mission une certaine latitude pour modifier les priorités d'utilisation des fonds approuvés en fonction des constructions dont elle aurait besoin.

14. **Le Comité consultatif rappelle que ses recommandations sur les ressources prévues au titre des services de construction pour l'exercice 2013/14 reposaient sur la tendance en longue période à de faible taux d'exécution des projets de construction de la FISNUA, tout en ménageant la possibilité d'augmenter les dépenses à ce titre, puisqu'il précisait en même temps que si des ressources supplémentaires devenaient nécessaires en cours d'exercice, le rapport sur l'exécution du budget devrait l'indiquer.**

IV. Projet de budget de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015

A. Mandat et résultats attendus

15. Le mandat de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) a été établi par le Conseil de sécurité dans sa résolution [1990 \(2011\)](#). La dernière prorogation en date, jusqu'au 31 mai 2014, a été autorisée par le Conseil dans sa résolution [2126 \(2013\)](#) (voir [A/68/728](#), par. 1).

16. Dans son rapport sur le budget de la Force pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015, le Secrétaire général indique que dans sa résolution [2024 \(2011\)](#), le Conseil de sécurité a confié à la FISNUA des tâches supplémentaires à l'appui du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière et élargi la zone d'opérations à la zone frontalière démilitarisée et sécurisée. Par sa résolution [2104 \(2013\)](#), le Conseil a porté à 5 326 hommes le plafond des effectifs autorisés de la FISNUA et décidé que l'appui opérationnel fourni au Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière serait

étendu au comité spécial chargé d'enquêter sur les violations et les plaintes concernant la mise en œuvre des accords sur la sécurité frontalière et de donner suite (voir [A/68/728](#), par. 6 et 7).

17. Le Secrétaire général indique que le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière est opérationnel et que des équipes intégrées composées d'observateurs des Nations Unies et de représentants soudanais et sud-soudanais effectuent des patrouilles de surveillance et de vérification dans la zone frontalière démilitarisée et sécurisée (voir [A/68/728](#), par. 12).

18. Selon ce qui est indiqué dans le rapport, les activités de la FISNUA pendant l'exercice 2014/15 seront guidées par cinq hypothèses : a) le retour et la réinstallation des personnes déplacées se poursuivront; b) l'instabilité qui règne au Soudan du Sud risque de détourner l'attention de la mise en œuvre des divers accords de coopération conclus entre le Soudan et le Soudan du Sud, en particulier l'Accord du 20 juin 2011; c) les conditions de sécurité resteront globalement stables, mais imprévisibles du fait des menaces non militaires; d) la migration saisonnière des nomades se déroulera dans le calme et sans obstacle majeur; e) le Soudan et le Soudan du Sud ne régleront probablement pas la question des zones frontalières contestées et revendiquées (voir [A/68/728](#), par. 13 à 18).

19. Comme indiqué dans le rapport, les priorités stratégiques de l'exercice 2014/15 seront les suivantes : a) préserver et renforcer la paix et la stabilité dans la zone d'Abeyi, notamment en assurant la protection des civils; b) faire en sorte que la migration des nomades et le retour des personnes déplacées se déroulent dans le calme et en bon ordre; c) aider les parties à établir et à mettre en service les institutions essentielles prévues par l'Accord du 20 juin 2011 ainsi que les autres mécanismes convenus par les parties; d) appuyer la mise en œuvre effective du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière; e) renforcer le partenariat entre la Force et les divers acteurs clefs (voir [A/68/728](#), par. 19).

20. Il est indiqué dans le rapport que la FISNUA conduira ses opérations depuis son quartier général de la ville d'Abeyi et neuf bases opérationnelles permanentes réparties dans la zone, auxquels s'ajouteront le siège et les quatre postes de commandement de secteur du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière. La Force continuera de fournir un appui au déploiement des officiers d'état-major, des observateurs militaires et des observateurs nationaux dans les postes de commandement de secteur du Mécanisme conjoint (voir [A/68/728](#), par. 24).

21. Le Secrétaire général indique que la FISNUA exécutera deux grands projets de construction évalués à 4,6 millions de dollars chacun : le revêtement de la piste d'atterrissage d'Anthony et l'installation des hélistations à l'extérieur du périmètre du quartier général d'Abeyi. Ce dernier projet, essentiellement motivé par des considérations de santé et de sécurité, est devenu une priorité après le transfert à Abeyi de deux hélicoptères supplémentaires provenant de Malakal. Le déplacement des hélistations permettra à la Force de poursuivre l'expansion du camp d'Abeyi. La Force s'attachera aussi à maintenir des chaînes ininterrompues d'approvisionnement et de réapprovisionnement de tous les sites, qu'il s'agisse du carburant, des rations ou de toute autre forme d'appui logistique (voir [A/68/728](#), par. 25 et 27).

B. Coopération avec d'autres entités des Nations Unies et partenariats

22. Dans son rapport, le Secrétaire général indique que la FISNUA restera en contact étroit et régulier avec l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud. Elle continuera aussi de tirer parti, autant que faire se peut, des accords logistiques existants et des structures d'appui qu'elle partage avec le Centre de services régional d'Entebbe et les missions voisines, telles que l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) et la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS). Outre les fonctions qui devaient être transférées au Centre de services régional en 2012/13 et en 2013/14, il a été décidé de transférer les fonctions informatiques et les ressources s'y rattachant en vue d'établir un service régional de l'informatique et des communications (voir [A/68/728](#), par. 39 à 42). Le Comité consultatif formule des observations détaillées sur la stratégie globale d'appui aux missions dans son rapport sur les questions concernant l'ensemble des opérations de maintien de la paix ([A/68/782](#)).

23. S'agissant des partenariats, le Secrétaire général indique qu'une coordination étroite entre civils et militaires demeurera nécessaire pour appuyer l'acheminement de l'aide humanitaire et assurer la sécurité et la liberté de circulation du personnel humanitaire et signale que la Force continuera de coordonner ses activités avec celles des fonds, programmes et institutions des Nations Unies présents à Abyei, ainsi qu'avec celles des organisations non gouvernementales nationales et internationales et des donateurs bilatéraux. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme continuera de veiller à ce que le respect des droits de l'homme fasse l'objet d'un suivi (voir [A/68/728](#), par. 43 et 44).

C. Ressources nécessaires

24. Le projet de budget de la FISNUA pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 s'élève à 328 210 600 dollars, soit 898 000 dollars (0,3 %) de moins que le montant alloué pour l'exercice 2013/14 (329 108 600 dollars). Le Comité consultatif note que si l'on prend en considération le montant des dépenses prévues pour l'exercice 2013/14, soit 305 834 000 dollars (voir par. 11), le projet de budget pour 2014/15 fait apparaître une augmentation de 22 376 600 dollars. Le montant demandé permettrait de financer le déploiement de 225 observateurs militaires, 5 101 membres des contingents, 50 membres de la Police des Nations Unies, 150 fonctionnaires recrutés sur le plan international, 107 fonctionnaires recrutés sur le plan national, 37 Volontaires des Nations Unies et 15 agents occupant des emplois de temporaire.

25. Une analyse des variations figure à la section III du projet de budget. La progression des ressources demandées pour 2014/15 s'explique principalement par :

a) Une augmentation des dépenses prévues à la rubrique Fournitures, services et matériel divers aux fins de la détection des mines et du déminage (6 882 100 dollars);

b) Une augmentation des dépenses prévues à la rubrique Contingents (6 367 200 dollars) du fait de l'accroissement des effectifs militaires; le montant a été calculé en fonction du taux standard du coût des contingents et des sommes à

rembourser au titre du matériel appartenant aux contingents. L'augmentation est en partie compensée par un coefficient délais de déploiement plus élevé;

c) Une augmentation des dépenses prévues au titre du personnel recruté sur le plan international (3 946 800 dollars) du fait d'une réduction du taux de vacance de poste qui passera de 30 % en 2013/14 à 20 % en 2014/15, de la stabilité du taux d'occupation des postes observée sur 12 mois et de l'actualisation du montant des dépenses communes de personnel pour 2014/15.

26. La réduction des ressources demandées pour 2014/15 s'explique principalement comme suit :

a) Une diminution à la rubrique Installations et infrastructures (17 931 500 dollars); le budget de l'exercice 2013/14 prévoyait des ressources destinées à des projets de construction supplémentaires liés à la mise en œuvre opérationnelle du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière : les ressources demandées pour l'exercice 2014/15 aux fins de l'acquisition d'installations et d'infrastructures, mais aussi de matériel tel que les groupes électrogènes et le matériel utilisé pour la défense des périmètres, seront en baisse;

b) Une diminution à la rubrique Transports aériens (4 534 400 dollars) du fait de la réorganisation des moyens aériens et de la diminution du nombre d'heures de vol.

1. Militaires et personnel de police

<i>Catégorie de personnel</i>	<i>Effectif approuvé 2013/14^a</i>	<i>Effectif proposé 2014/15</i>	<i>Variation</i>
Observateurs militaires	225	225	–
Contingents	5 101	5 101	–
Police des Nations Unies	50	50	–
Total	5 376	5 376	–

^a Niveau maximum de l'effectif autorisé/proposé.

27. Le montant demandé au titre des militaires et du personnel de police s'élève à 146 128 300 dollars pour 2014/15, soit une progression de 5 167 600 dollars (3,7 %) par rapport au montant alloué pour l'exercice 2013/14, imputable pour l'essentiel aux contingents, comme expliqué à l'alinéa b) du paragraphe 25.

28. Le Comité consultatif recommande que les ressources demandées au titre des militaires et du personnel de police soient approuvées.

2. Personnel civil

<i>Catégorie de personnel</i>	<i>Effectif approuvé 2013/14^a</i>	<i>Effectif proposé 2014/15</i>	<i>Variation</i>
Personnel recruté sur le plan international	149	150	1
Personnel recruté sur le plan national ^b	108	107	(1)
Volontaires des Nations Unies	37	37	–

<i>Catégorie de personnel</i>	<i>Effectif approuvé 2013/14^a</i>	<i>Effectif proposé 2014/15</i>	<i>Variation</i>
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	16	15	(1)
Total	310	309	(1)

^a Niveau maximum de l'effectif autorisé/proposé.

^b Administrateurs et agents des services généraux recrutés sur le plan national.

29. Le montant prévu au titre du personnel civil pour 2014/15 s'élève à 30 054 900 dollars, soit une progression de 5 108 400 dollars (20,5 %) par rapport au montant des crédits ouverts pour 2013/14. Il tient compte d'un taux de vacance de postes de 20 % pour le personnel recruté sur le plan international, de 60 % pour les administrateurs recrutés sur le plan national, de 30 % pour les agents des services généraux recrutés sur le plan national, de 40 % pour les Volontaires des Nations Unies et de 20 % pour le personnel temporaire (autre que pour les réunions) (voir A/68/728, par. 61). La progression des ressources nécessaires pour 2014/15 est principalement imputable au personnel recruté sur le plan international, comme décrit à l'alinéa c) du paragraphe 25.

30. S'étant renseigné, le Comité consultatif a obtenu communication d'un tableau présentant les taux de vacance de postes et les taux de déploiement effectifs des militaires, du personnel de police et du personnel civil (voir annexe II). Selon ce tableau, le taux de vacance de postes des Volontaires des Nations Unies s'établissait à 44,4 % au 31 mars 2014 et celui du personnel temporaire à 62,5 %. **Compte tenu des taux de vacance de postes effectifs, le Comité consultatif recommande l'application d'un taux de vacance de 45 % pour les Volontaires des Nations Unies et de 50 % pour le personnel temporaire dans le budget pour 2014/15.**

31. S'étant renseigné, le Comité consultatif a également obtenu communication d'une liste des postes qui auraient été vacants depuis deux ans au moins au 30 juin 2014. Le recrutement était en cours pour 11 des 34 postes qui y étaient répertoriés, mais aucune explication n'avait été donnée en ce qui concernait l'état d'avancement du recrutement pour les 23 postes restants. **Le Comité recommande que des informations sur ces 23 postes soient communiquées à l'Assemblée générale au moment de l'examen qu'elle consacrera au présent rapport.** Il formule des observations plus détaillées sur les postes vacants de longue date dans son rapport sur les questions concernant l'ensemble des opérations de maintien de la paix (A/68/782).

32. S'étant renseigné, le Comité consultatif a appris que la mission disposait actuellement de 11 fonctionnaires recrutés sur le plan international et de 58 fonctionnaires recrutés sur le plan national qui parlaient arabe. **Le Comité engage la mission à poursuivre ses efforts visant à recruter un plus grand nombre de personnes parlant arabe.**

Postes

33. Les changements au tableau d'effectifs de la composante 2 (Appui) sont les suivants :

a) Le reclassement d'un poste P-3 (fonctionnaire des commissions d'enquête) en poste P-4 (chef du Groupe de la gestion des risques et de la mise aux normes) en vue de faire face au surcroît de travail lié à la gestion des risques qui découle du remplacement du Groupe de la mise aux normes et du suivi par un Groupe de la gestion des risques et de la mise aux normes;

b) La transformation d'un poste d'agent du Service mobile (assistant aux réclamations) en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national; l'assistant continuera à assumer les tâches administratives relatives aux réclamations et à la mise aux normes dans le Groupe de la gestion des risques et de la mise aux normes qu'il est proposé de créer;

c) La suppression d'un emploi de temporaire de classe P-3 (fonctionnaire des finances) à la Section des finances compte tenu de la nature provisoire des tâches liées à la mise en application des Normes comptables internationales pour le secteur public et à la mise en service d'Umoja;

d) La transformation d'un poste d'administrateur recruté sur le plan national (conseiller du personnel) en poste P-3;

e) La transformation d'un poste d'administrateur recruté sur le plan national (fonctionnaire chargé des opérations aériennes) en poste P-3; le titulaire de ce poste dirigerait le centre d'opérations aériennes de la Force.

34. Compte tenu de la recommandation qu'il a formulée au paragraphe 30, le Comité consultatif recommande que les ressources demandées pour le personnel civil soient approuvées.

3. Dépenses opérationnelles

<i>Montant alloué pour 2013/14</i>	<i>Montant proposé pour 2014/15</i>	<i>Variation</i>
163 201 400	152 027 400	(11 174 000)

35. Les ressources demandées afin de couvrir les dépenses opérationnelles pour 2014/15 s'élèvent à 152 027 400 dollars, soit une baisse de 11 174 000 dollars (6,8 %) par rapport au montant alloué en 2013/14 (1 282 900 dollars). La diminution s'explique principalement par de moindres besoins au titre des rubriques Installations et infrastructures et Transports aériens.

Voyages

36. Le projet de budget prévoit un montant de 1 382 300 dollars au titre des voyages, soit une augmentation de 99 400 dollars (7,7 %) par rapport au montant alloué en 2013/14. S'étant renseigné, le Comité consultatif a eu communication d'un tableau présentant la répartition des voyages entrepris en dehors de la zone de la mission en 2012/13 (annexe III). Il apparaît que certaines personnes se sont rendues plusieurs fois à New York et qu'à certaines occasions plusieurs personnes ont été autorisées à voyager pour assister à la même réunion.

37. Dans son rapport, le Secrétaire général indique que le montant demandé servira à financer les voyages des membres du personnel qui recevront une formation externe à l'utilisation des nouveaux systèmes de gestion des carburants,

des transports et de la sécurité sur le Web et les coûts indirects associés à l'appui fourni au titre d'Umoja et des autres systèmes informatiques dans les missions (voir [A/68/728](#), par. 80). **Étant donné qu'il existe bien d'autres modes de communication et compte tenu des réductions demandées par l'Assemblée générale dans ses résolutions 65/268 et 67/254, le Comité consultatif estime que l'explication donnée par le Secrétaire général concernant la variation du montant demandé au titre des voyages pour 2014/15 ne justifie pas une augmentation de 7,7 %. Le Comité recommande donc de ne pas approuver l'augmentation du montant demandé au titre des voyages et de maintenir le montant des ressources à 1 282 900 dollars. Il engage la Force à intensifier ses efforts en vue de regrouper les réunions devant se tenir en un même lieu et de réduire autant que possible le nombre de personnes autorisées à voyager.** Le Comité formule d'autres recommandations sur les voyages dans son rapport sur les questions concernant l'ensemble des opérations de maintien de la paix ([A/68/782](#)).

Projets à effet rapide

38. Le Secrétaire général propose 15 projets à effet rapide pour 2014/15 d'un montant estimé à 500 000 dollars. Les projets contribueront au renforcement de l'infrastructure nécessaire au maintien de l'état de droit dans la zone d'Abeyi – notamment la rénovation des postes de police et des centres de détention et de leurs cellules – et appuieront des initiatives à petite échelle liées à l'eau, à la santé et aux établissements éducatifs. Le Secrétaire général indique que les projets ne contribuent pas seulement à instaurer la confiance entre la FISNUA et les populations, mais aussi entre les populations elles-mêmes et qu'ils aident à atténuer les conflits (voir [A/68/728](#), par. 70 et 71). S'étant renseigné, le Comité consultatif a obtenu une liste des projets proposés pour 2014/15 (annexe IV) et note qu'ils portent principalement sur des citernes d'eau, des groupes électrogènes, des broyeurs, des pompes à main et des fournitures et du matériel scolaires. Ayant demandé des précisions sur l'état d'avancement des projets à effet rapide lancés précédemment, il a été informé que la FISNUA avait achevé 8 des 10 projets approuvés en 2012/13 et utilisé la totalité des fonds qui leur avaient été alloués; les deux projets restants avaient été menés à bien, mais les derniers paiements étaient en suspens. S'agissant de l'exercice 2013/14, le Comité a été informé que les projets avaient pris du retard en raison de l'insécurité et d'une nouvelle évaluation visant à atténuer le conflit au moyen de projets relatifs à l'alimentation en eau. Six projets d'un montant équivalant au budget approuvé, soit 250 000 dollars, ont été approuvés par le comité d'examen de la Force en vue d'une exécution pendant l'exercice 2013/15. **Le Comité ne voit pas d'objection au montant demandé pour les projets à effet rapide.**

Gains d'efficience

39. Il est indiqué dans le rapport que la Force utilisera 10 autocars de 50 places pour la relève des contingents au lieu de l'hélicoptère, qui est plus coûteux, qu'elle signera un contrat clefs en main avec une entreprise qui livrera les rations directement aux bataillons et qu'elle conclura un autre contrat clefs en main portant sur l'approvisionnement en carburant (voir [A/68/728](#), par. 32, 33 et 36). **Le Comité consultatif félicite la Force des mesures d'efficience novatrices qu'elle envisage afin d'assurer la relève des contingents au moyen d'autocars et constate qu'elles sont adaptées aux particularités géographiques de la mission.**

Coopération entre les missions

40. S'étant renseigné, le Comité consultatif a été informé que la FISNUA et la MINUSS coopéraient dans le domaine opérationnel et dans celui de l'appui depuis la création de la Force. Pour l'exercice 2014/15, la FISNUA prévoit d'utiliser les hélicoptères et avions de la MINUSS et a inscrit à son budget les montants correspondant à la consommation de carburant, compte tenu des données d'expérience et des prévisions de consommation. Le Comité a également eu communication de renseignements sur les services fournis et reçus par la Force pendant l'exercice 2012/13 (voir le tableau ci-après). Il formule des observations plus détaillées sur la coopération entre les missions dans son rapport sur les questions concernant l'ensemble des opérations de maintien de la paix (A/68/782).

Coopération entre missions pendant l'exercice 2012/13

<i>Services</i>	<i>Bénéficiaire</i>	<i>Montants remboursés à la FISNUA (en dollars É.-U.)</i>
Transports aériens : fret et passagers	MINUSS	1 847 894
Transports aériens : passagers	Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie	98 275

<i>Services</i>	<i>Fournisseurs</i>	<i>Montants remboursés par la FISNUA (en dollars É.-U.)</i>
Carburant : groupes électrogènes	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO)	372
Carburant : véhicules	MONUSCO	3 311
Carburant : véhicules	MINUSS	55 410
Carburant : Jet A-1	MONUSCO	76 257
Carburant : Jet A-1	MINUSS	3 506 221

41. **Compte tenu de la recommandation qu'il a formulée au paragraphe 37, le Comité consultatif recommande que les ressources demandées pour les dépenses opérationnelles soient approuvées.**

V. Conclusion

42. Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre en ce qui concerne le financement de la FISNUA pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013 sont indiquées à la section V du rapport sur l'exécution du budget (A/68/604). **Le Comité consultatif recommande que le solde inutilisé (85 800 dollars) et les recettes et ajustements divers (6 906 600 dollars) de l'exercice 2012/13 soient portés au crédit des États Membres.**

43. Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre en ce qui concerne le financement de la FISNUA pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 sont indiquées à la section IV du projet de budget (A/68/728). **Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale :**

a) **Ouvre un crédit de 327 173 000 dollars destiné à financer le fonctionnement de la Force pour la période de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015;**

b) **Répartisse le montant visé à l'alinéa a), à raison de 27 264 417 dollars par mois, sous réserve que le Conseil de sécurité décide de proroger le mandat de la Force.**

Documentation

- Exécution du budget de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013 ([A/68/604](#))
- Budget de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 ([A/68/728](#))
- Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix pour la période de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012 ([A/67/5 \(Vol. II\)](#), chap. II)
- Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix pour la période de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013 ([A/68/5 \(Vol. II\)](#), chap. II)
- Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur les questions concernant l'ensemble des opérations de maintien de la paix ([A/68/782](#))
- Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei : rapport sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012 et projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014 : rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ([A/67/780/Add.18](#))
- Budget révisé de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014 : rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ([A/68/620](#))
- Résolutions [67/270](#) et [68/258](#) de l'Assemblée générale sur le financement de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei
- Résolutions [1990 \(2011\)](#), [2024 \(2011\)](#), [2104 \(2013\)](#) et [2126 \(2013\)](#) du Conseil de sécurité

Annexe I

Projets de construction pour l'exercice 2013/14

(Tous les montants sont en dollars des États-Unis)

Type de budget	Numéro	Description du projet	Emplacement	Démarrage du projet en 2013/14	Projet de budget révisé pour 2013/14		Total Obligations pour 2013/14		Dépenses totales à ce jour 2013/14		État d'avancement
					Budget 2013/14	n.d.	2013/14	2013/14	2013/14	2013/14	
Démarrage en 2012/13	1	Aéroport d'Anthony (dépenses engagées en 2013/14 pour couvrir le solde du contrat conclu en 2012/13)	Aéroport d'Anthony	Projet démarré en 2012/13	n.d.	n.d.	n.d.	2 700 000	– 2 700 000	En cours.	Deuxième année d'exécution. Nivellement du sol pour les pistes d'atterrissage
	2	Contrat de terrassement conclu en 2012/13 pour un montant de 4,8 millions de dollars. Deuxième année – en cours	Divers	Projet démarré en 2012/13	n.d.	n.d.	n.d.	2 425 584	– 2 425 584	En cours.	Deuxième année d'exécution. Ordres d'exécution publiés pour les camps de Farouk, Diffra, Todach et Abyei ainsi que pour les axes routiers entre Todach et Doukra, Abyei-Agok et Banton-Athony.
Mandat de base 2013/14	1	Construction d'une clôture de sécurité autour du quartier général d'Abyei	Quartier général d'Abyei	Oui	948 750	–	–	948 750	–	–	Le cahier des charges a été finalisé par la Section du génie pour soumission à la Section des achats.
	2	Construction d'un corps de garde à l'entrée principale du quartier général et installation d'un nouveau portail métallique et d'une	Quartier général d'Abyei	Oui	170 000	–	–	170 000	–	–	Le cahier des charges a été finalisé par la Section du génie pour soumission à la Section des achats.

Type de budget	Numéro	Description du projet	Emplacement	Démarrage du projet en 2013/14	Budget révisé pour 2013/14	Projet de budget révisé pour 2013/14	Total pour 2013/14	Obligations pour 2013/14	Dépenses totales à ce jour 2013/14	État d'avancement
		nouvelle barrière anti-intrusion								
	3	Construction d'un corps de garde à l'entrée principale et installation d'un nouveau portail métallique et d'une nouvelle barrière automatique	6 secteurs ou camps des Nations Unies	Oui	330 000	-	330 000	-	-	Le cahier des charges a été finalisé par la Section du génie pour soumission à la Section des achats.
	4	Construction de 2 réservoirs d'eau surélevés d'une contenance de 50 000 litres chacun	Quartier général d'Abyei et 6 camps des Nations Unies	Oui	700 000	-	700 000	-	-	Les réservoirs d'eau surélevés ont bien été réceptionnés. Les travaux commenceront dès que les matériaux nécessaires (sable et granulats) auront été livrés. Le sable et le granulats ont été commandés à des fournisseurs extérieurs, mais des ressources sont aussi disponibles en interne.
	5	Construction d'une décharge et d'une déchetterie	Quartier général d'Abyei	Oui	500 000	-	500 000	-	-	Le cahier des charges a été finalisé par la Section du génie sous réserve d'agrément technique.
	6	Construction de décharges et de déchettes dans 6 camps des Nations Unies	6 camps des Nations Unies et 6 sites du Mécanisme conjoint de vérification et de	Oui	690 000	-	690 000	-	-	Des demandes d'achat ont été déposées dans Umoja et finalisées par la Section des achats.

Type de budget	Numéro	Description du projet	Emplacement	Démarrage du projet en 2013/14	Budget 2013/14	Projet de budget révisé pour 2013/14	Total Obligations pour 2013/14	Décaissements pour 2013/14	Dépenses totales à ce jour 2013/14	État d'avancement
			surveillance de la frontière							
	7	Construction d'un entrepôt à Abyei	Abyei	Oui	450 000	-	450 000	-	-	Le projet doit démarrer le 1 ^{er} avril 2014.
	8	Construction d'un entrepôt à Kadugli	Kadugli	Oui	420 000	-	420 000	-	-	Le projet doit démarrer le 1 ^{er} avril 2014.
	9	Entretien des routes, à l'intérieur et aux alentours de 7 camps		Oui	5 100 000	-	5 100 000	-	-	Le Centre de services mondial a donné son agrément technique. Une fois qu'aura été obtenue la délégation de pouvoir en matière d'achats qui a été demandée, le processus d'appel d'offres sera lancé.
	10	Modernisation de l'hélistation du quartier général d'Abyei (sol en gravier ou en latérite)	Tous les camps	Oui	1 200 000	-	1 200 000	-	-	En cours. Des ordres d'exécution ont été émis en vue de la mobilisation et du lancement des travaux.
Centre d'appui régional	1	Contribution du Centre de services régional	Entebbe	Oui	445 000	-	445 000	-	-	Exécuté par le Centre d'appui régional.
Budget révisé 2013/14 (Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière)	1	Travaux d'aménagement de terrain	Poste de commandement de Gok Machar du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière	Oui	-	450 000	450 000	-	-	En cours. Une partie des travaux de préparation du site pour Gok Machar a été achevée. Deux nouvelles séries de bâtiments

Type de budget	Numéro	Description du projet	Emplacement	Démarrage du projet en 2013/14	Budget révisé pour 2013/14	Projet de budget révisé pour 2013/14	Total Obligations pour 2013/14	Dépenses totales à ce jour 2013/14	État d'avancement
	2	Travaux d'aménagement de terrain	Poste de commandement de Kadugli du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière	Oui	-	250 000	250 000	-	préfabriqués ont été transportés, avec deux groupes électrogènes 160 kVA et diverses autres fournitures. - Les dernières réparations sont en cours et les soldats ont été installés.
	3	Travaux d'aménagement de terrain	Poste de commandement de Buram du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière	Oui	-	500 000	500 000	-	- Le projet à Buram est exécuté dans le cadre de l'assistance apportée à la MINUAD. Moyens propres et implication de la MINUAD dans l'appel d'offres pour le camp de Buram - Le projet n'a pas encore démarré. Il a été interrompu à Malakal en raison des problèmes de sécurité.
	4	Installations de sécurité (murs et fossés)	3 camps du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière	Oui	-	200 000	200 000	-	- Projet en cours à Gok Machar. Le projet à Malakal a été interrompu à cause de l'insécurité.
	5	Installation de regards, de conduites et autres infrastructures	4 camps du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière	Oui	-	90 000	90 000	-	

Type de budget	Numéro	Description du projet	Emplacement	Démarrage du projet en 2013/14	Budget révisé pour 2013/14	Projet de budget pour 2013/14	Total Obligations pour 2013/14	Décaissements pour 2013/14	Dépenses totales à ce jour 2013/14	État d'avancement
	6	Travaux de construction (bâtiments préfabriqués)	Tous les camps du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, quartier général compris	Oui	-	1 650 000	1 650 000	-	-	- Des bâtiments préfabriqués ont été commandés. En cours de livraison
	7	Construction de guérites et tourelles de surveillance des hélicoptères et de logements pour les gardes à l'aéroport	Aéroport de Malakal	Oui	-	85 000	85 000	-	-	- La délégation de pouvoir en matière d'achats a été accordée. Appel d'offres en cours. Élément du projet d'ensemble de Malakal. L'agrément technique a été obtenu.
	8	Protection des caisses de munitions	Aéroport de Malakal	Oui	-	50 000	50 000	-	-	- La délégation de pouvoir en matière d'achats a été accordée. Appel d'offres en cours. Capacités internes. Nombreux murs pare-souffle Hesco
	9	Construction de déchetteries	Tous les camps du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, quartier général compris	Oui	-	400 000	400 000	-	-	- Le cahier des charges n'a pas encore été établi en attendant l'allocation des sites autorisés.
	10	Pose de câbles électriques	Tous les camps du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, quartier général compris	Oui	-	600 000	600 000	-	-	- Des demandes d'achat ont été déposées dans Umoja et finalisées par la Section des achats.

Type de budget	Numéro	Description du projet	Emplacement	Démarrage du projet en 2013/14	Budget 2013/14	Projet de budget révisé pour 2013/14	Total pour 2013/14	Obligations pour 2013/14	Décaissements pour 2013/14	Dépenses totales à ce jour 2013/14	État d'avancement
11	Travaux d'aménagement de terrain	Camp de Malakal du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière	Oui	-	2 775 000	2 775 000	-	-	-	-	La délégation de pouvoir en matière d'achats a été accordée le 15 février 2014. Procédure d'appel d'offres en cours
12	Préparation du site de la compagnie aérienne	Unité aérienne de Malakal	Oui	-	662 500	662 500	-	-	-	-	
13	Construction d'une route d'accès au camp de 2 100 m	Malakal	Oui	-	1 117 000	1 117 000	-	-	-	-	
14	Construction d'une voie de circulation et d'une aire de stationnement	Aéroport de Malakal	Oui	-	2 071 800	2 071 800	-	-	-	-	
Total				10 953 750	10 901 300	21 855 050	5 125 584	-	5 125 584		
Réparations et rénovation											
							1 616 000	242 558	182 275	424 833	Frais de réparation et de rénovation catégorisés comme dépenses de construction dans Umoja
							23 471 050			5 550 417	Montant total des dépenses entrées pour l'année en cours dans Umoja à la rubrique Réparation et rénovation et services de construction

Annexe II

Résultats détaillés pour le personnel civil, les militaires et la police

(1^{er} juillet au 31 mars 2014)

	Effectifs réels											Moyenne (chiffres arrondis)
	31 juill.	31 août	30 sept.	31 oct.	30 nov.	31 déc.	31 janv.	28 févr.	31 mars	30 avril	31 mai	30 juin
Personnel militaire et de police												
Observateurs militaires	106	101	121	115	124	129	133	133	135	n.d.	n.d.	122
Effectifs prévus	225	225	225	225	225	225	225	225	225	225	225	225
Taux de vacance de postes (en pourcentage)	52,9	55,1	46,2	48,9	44,9	42,7	40,9	40,9	40,0	100,0	100,0	45,8
Contingents militaires	3 809	3 788	3 939	3 945	3 953	3 956	3 957	3 955	3 966	n.d.	n.d.	3 919
Effectifs prévus	3 975	3 975	3 983	4 110	4 110	4 110	4 110	4 110	4 110	5 101	5 101	4 066
Taux de vacance de postes (en pourcentage)	4,2	4,7	1,1	4,0	3,8	3,7	3,7	3,8	3,5	100,0	100,0	3,6
Police des Nations Unies	12	15	15	15	15	15	23	23	23	n.d.	n.d.	17
Effectifs prévus	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50
Taux de vacance de postes (en pourcentage)	76,0	70,0	70,0	70,0	70,0	70,0	54,0	54,0	54,0	100,0	100,0	66,0
Unités de police constituées	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Effectifs prévus	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Taux de vacance de postes (en pourcentage)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Total (personnel militaire et de police)	3 927	3 904	4 075	4 075	4 092	4 100	4 113	4 111	4 124	–	–	4 058
Effectifs prévus	4 250	4 250	4 258	4 385	4 385	4 385	4 385	4 385	4 385	5 376	5 376	4 341
Taux de vacance de postes (en pourcentage)	7,6	8,1	4,3	7,1	6,7	6,5	6,2	6,2	6,0	100,0	100,0	6,5
Personnel recruté sur le plan international	106	106	107	106	105	107	112	110	110	n.d.	n.d.	108
Effectifs prévus	127	127	127	127	127	127	143	146	149	149	149	133
Taux de vacance de postes (en pourcentage)	16,5	16,5	15,7	16,5	17,3	15,7	21,7	24,7	26,2	100,0	100,0	18,8

	Effectifs réels												Moyenne (chiffres arrondis)
	31 juill.	31 août	30 sept.	31 oct.	30 nov.	31 déc.	31 janv.	28 févr.	31 mars	30 avril	31 mai	30 juin	
Administrateurs recrutés sur le plan national	3	3	3	3	3	3	3	3	3	n.d.	n.d.	n.d.	3
Effectifs prévus	8	8	8	8	8	8	15	15	15	15	15	15	10
Taux de vacance de postes (en pourcentage)	62,5	62,5	62,5	62,5	62,5	62,5	80,0	80,0	80,0	100,0	100,0	100,0	70,0
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	62	62	62	62	62	62	62	62	62	n.d.	n.d.	n.d.	62
Effectifs prévus	81	81	81	81	81	81	86	89	91	93	93	93	84
Taux de vacance de postes (en pourcentage)	23,5	23,5	23,5	23,5	23,5	23,5	27,9	30,3	31,9	100,0	100,0	100,0	26,2
Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international	13	13	14	14	14	18	18	19	20	n.d.	n.d.	n.d.	16
Effectifs prévus	33	33	33	33	33	33	34	34	36	37	37	37	34
Taux de vacance de postes (en pourcentage)	60,6	60,6	57,6	57,6	57,6	45,5	47,1	44,1	44,4	100,0	100,0	100,0	52,9
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)													
Personnel recruté sur le plan international	–	–	–	–	–	–	3	4	6	n.d.	n.d.	n.d.	1
Effectifs prévus	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16
Taux de vacance de postes (en pourcentage)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	81,3	75,0	62,5	100,0	100,0	100,0	93,8
Total (personnel civil)	184	184	186	185	184	190	198	198	201	–	–	–	190
Effectifs prévus	265	265	265	265	265	265	294	300	307	310	310	310	277
Taux de vacance de postes (en pourcentage)	30,6	30,6	29,8	30,2	30,6	28,3	32,7	34,0	34,5	100,0	100,0	100,0	31,4

Annexe III

Voyages officiels en dehors de la zone de la Mission

<i>Catégorie (Direction exécutive et administration /Sécurité et gouvernance/lppui)</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Provenance</i>	<i>Destination 1</i>	<i>Destination 2</i>	<i>Objet</i>	<i>Frais de voyage (en dollars É.-U.)</i>
1. Direction exécutive et administration	Commandant adjoint de la force	Entebbe	New York	n.d.	Exposé	7 238
2. Direction exécutive et administration	Chef de la Mission	Djouba	New York	n.d.	Exposé	8 578
3. Direction exécutive et administration	Chef de la Mission	Abyei	Addis-Abeba	n.d.	Consultations	2 552
4. Direction exécutive et administration	Chef de la Mission	Addis-Abeba	New York	n.d.	Séance de bilan	2 535
5. Direction exécutive et administration	Chef des opérations	Addis-Abeba	Djouba	n.d.	Réunion du Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité	776
6. Direction exécutive et administration	Spécialiste des affaires politiques/Assistant spécial	Addis-Abeba	Djouba	n.d.	Réunion du Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité	776
7. Direction exécutive et administration	Chef de la Mission	Addis-Abeba	New York	n.d.	Séance du Conseil de sécurité	17 099
8. Direction exécutive et administration	Chef de la Mission	Addis-Abeba	New York	n.d.	Atelier pour les chefs de mission	8 952
9. Direction exécutive et administration	Observateur militaire	Entebbe (Ouganda)	Windhoek	n.d.	Escorte des dépouilles	6 262
10. Direction exécutive et administration	Juriste	Entebbe (Ouganda)		n.d.	Exposé à la Commission d'enquête	2 192
11. Direction exécutive et administration	Général de l'armée	New York	Addis-Abeba	n.d.	Pour rejoindre l'équipe de la Commission d'enquête de la FISNUA en tant que candidat de l'Organisation des Nations Unies	14 197
12. Direction exécutive et administration	Spécialiste des affaires politiques/Assistant spécial	Abyei	New York	n.d.	Exposé et consultations avec le Département des opérations de maintien de la paix	5 395

<i>Catégorie (Direction exécutive et administration /Sécurité et gouvernance/Appui)</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Provenance</i>	<i>Destination 1</i>	<i>Destination 2</i>	<i>Objet</i>	<i>Frais de voyage (en dollars É.-U.)</i>
13. Direction exécutive et administration	Administrateur général	Abyei	New York	n.d.	Exposé et consultations avec le Département des opérations de maintien de la paix	4 900
14. Direction exécutive et administration	Officier d'état-major	Abyei	New York	n.d.	Exposé et consultations avec le Département des opérations de maintien de la paix	5 395
15. Direction exécutive et administration	Spécialiste des politiques et de la planification	Brindisi (Italie)	Entebbe (Ouganda)	Abyei	Participation de la police à l'examen du mandat de la FISNUA	12 967
16. Direction exécutive et administration	Spécialiste des affaires politiques/Équipe opérationnelle intégrée	New York	Entebbe (Ouganda)	Abyei	Mission de familiarisation	2 142
17. Direction exécutive et administration	Spécialiste de la planification/Équipe opérationnelle intégrée	New York	Entebbe (Ouganda)	Abyei	Participation à une étude des capacités militaires	2 238
18. Direction exécutive et administration	Spécialiste des questions de maintien de la paix, Services des opérations militaires en cours/Bureau des affaires militaires/Département des opérations de maintien de la paix	New York	Entebbe (Ouganda)	Assosa (Éthiopie)	Bureau des affaires militaires/Équipe de renfort/Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière	12 332
19. Direction exécutive et administration	Spécialiste de la planification/Équipe opérationnelle intégrée	New York	Entebbe (Ouganda)	Abyei	Participation à une étude des capacités militaires	9 959
20. Direction exécutive et administration	Chef de l'équipe Afrique II du Service de la planification militaire	New York	Entebbe (Ouganda)	Assosa (Éthiopie)	Bureau des affaires militaires/Équipe de renfort/Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière	9 448
21. Direction exécutive et administration	Chargé de liaison (police)	New York	Entebbe (Ouganda)	Abyei	Participation de la police à l'examen du mandat de la FISNUA	1 953
22. Direction exécutive et administration	Officier de liaison	New York	Entebbe (Ouganda)	Abyei	Examen du mandat et visite à l'UNOSAT et l'EUROSTAT	13 554

<i>Catégorie (Direction exécutive et administration /Sécurité et gouvernance/Appui)</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Provenance</i>	<i>Destination 1</i>	<i>Destination 2</i>	<i>Objet</i>	<i>Frais de voyage (en dollars É.-U.)</i>
23. Direction exécutive et administration	Officier de liaison	New York	Entebbe (Ouganda)	Abyei	Examen du mandat et visite à l'UNOSAT et l'EUROSTAT	10 849
24. Direction exécutive et administration	Fonctionnaire chargé de l'évaluation	New York	Entebbe (Ouganda)	Abyei	Participation à une étude des capacités militaires	4 560
25. Direction exécutive et administration	Membre de la Commission d'enquête	New York	Entebbe (Ouganda)	Abyei	Participation à l'examen de l'incident du 4 mai par la Commission d'enquête	6 922
26. Direction exécutive et administration	Administrateur responsable de la coordination des mesures de sécurité	New York	Entebbe (Ouganda)	Abyei	Participation à une étude des capacités militaires	1 035
27. Direction exécutive et administration	Commandant, Service de la constitution des forces, Bureau des affaires militaires	New York	Entebbe (Ouganda)	Abyei	Participation à une étude des capacités militaires	10 376
Direction exécutive et administration					Billets d'avion	18 283
Total partiel (Direction exécutive et administration)						203 466
1. Sécurité et gouvernance	Administrateur général	Abyei	New York	n.d.	Réunion avec le chef d'état-major civil au Département des opérations de maintien de la paix	9 060
2. Sécurité et gouvernance	Administrateur général	Entebbe	Khartoum	n.d.	Réunion avec les responsables de la mission à Khartoum	521
3. Sécurité et gouvernance	Administrateur général	Entebbe	New York	n.d.	Pour accompagner le Chef de la Mission à l'occasion de son exposé au Conseil de sécurité, de la conférence des pays qui fournissent des contingents et du programme d'orientation du Département de la sûreté et de la sécurité au Siège de l'Organisation des Nations Unies	8 126

Catégorie (Direction exécutive et administration /Sécurité et gouvernance/Appui)			Titre ou fonction	Provenance	Destination 1	Destination 2	Objet	Frais de voyage (en dollars É.-U.)	
4.	Sécurité et gouvernance			Administrateur général	Entebbe	New York	n.d.	Exposé au Conseil de sécurité; Conférence des pays qui fournissent des contingents	10 824
5.	Sécurité et gouvernance			Officier d'état-major	Entebbe	Addis-Abeba	n.d.	Escorte des soldats malades	1 117
	Sécurité et gouvernance			n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	Billets d'avion	230
Total partiel (Sécurité et gouvernance)									29 878
1.	Appui		Chef de l'appui à la Mission Appui	Entebbe (Ouganda)	New York	n.d.	Session du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	7 328	
2.	Appui		Chef de la Section des communications et de l'informatique (vacataire)	Entebbe (Ouganda)	Assosa (Éthiopie)	n.d.	Démarrage de la Mission	983	
3.	Appui		Assistant aux communications	Entebbe (Ouganda)	Assosa (Éthiopie)	n.d.	Démarrage de la Mission	983	
4.	Appui		Chef de la Section des communications et de l'informatique	Entebbe (Ouganda)	Addis-Abeba	n.d.	Ouverture du quartier général temporaire du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière	1 239	
5.	Appui		Assistant au contrôle des mouvements	Entebbe (Ouganda)	Addis-Abeba	n.d.	Ouverture du quartier général temporaire du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière	1 258	
6.	Appui		Fonctionnaire chargé des achats (vacataire)	Entebbe (Ouganda)	Assosa (Éthiopie)	Addis-Abeba	Ouverture du quartier général temporaire du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière	1 011	
7.	Appui		Médecin	Entebbe (Ouganda)	Addis-Abeba	n.d.	Ouverture du quartier général temporaire du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière	1 288	
8.	Appui		Assistant au contrôle des mouvements	Entebbe (Ouganda)	Addis-Abeba		Contrôle des mouvements à Assosa (Éthiopie)	1 286	
9.	Appui		Directeur financier	Entebbe (Ouganda)	Assosa (Éthiopie)	Addis-Abeba	Consultations	1 633	

<i>Catégorie (Direction exécutive et administration /Sécurité et gouvernance/Appui)</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Provenance</i>	<i>Destination 1</i>	<i>Destination 2</i>	<i>Objet</i>	<i>Frais de voyage (en dollars É.-U.)</i>
10. Appui	Chef de l'appui à la Mission	Entebbe (Ouganda)	New York	Entebbe (Ouganda)	Consultations	7 418
11. Appui	Ingénieur	Entebbe (Ouganda)	Assosa (Éthiopie)	n.d.	Ouverture du quartier général temporaire du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière	294
12. Appui	Chef des services administratifs	Entebbe (Ouganda)	Assosa (Éthiopie)	n.d.	Ouverture du quartier général temporaire du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière	814
13. Appui	Vacataire chargé des achats	Entebbe (Ouganda)	Assosa (Éthiopie)	Addis-Abeba	Ouverture du quartier général temporaire du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière	1 739
14. Appui	Responsable des opérations logistiques	Djouba	Addis-Abeba	n.d.	Ouverture du quartier général temporaire du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière	726
15. Appui	Chef de l'appui à la Mission	Entebbe (Ouganda)	New York	n.d.	Session du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	9 992
16. Appui	Assistant au contrôle des mouvements	Assosa (Éthiopie)	Addis-Abeba	n.d.	Ouverture du quartier général temporaire du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière	4 878
17. Appui	Assistant aux opérations logistiques	Entebbe (Ouganda)	Brindisi (Italie)	n.d.	Réunion du Syndicat du personnel des missions hors Siège des Nations Unies	2 869
18. Appui	Chef de l'appui à la Mission	Abyei	New York	n.d.	Session du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	8 630
19. Appui	Chef du budget	Entebbe (Ouganda)	New York	n.d.	Session du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	8 304
20. Appui	Chef du service des achats	Entebbe (Ouganda)	Nairobi	n.d.	Réunion avec les missions de la région	1 082
21. Appui	Assistant à la gestion des contrats	Entebbe (Ouganda)	New York	n.d.	Évaluation technique des offres	16 224

Catégorie (Direction exécutive et administration /Sécurité et gouvernance/Appui)	Titre ou fonction	Provenance	Destination 1	Destination 2	Objet	Frais de voyage (en dollars É.-U.)
22. Appui	Fonctionnaire chargé des carburants	Entebbe (Ouganda)	New York	n.d.	Évaluation technique des offres	16 224
23. Appui	Médecin de la Force	Entebbe (Ouganda)	Valence (Espagne)	n.d.	Atelier pour les chefs des services médicaux et les médecins des forces	7 528
24. Appui	Chef du service médical	Entebbe (Ouganda)	Valence (Espagne)	n.d.	Atelier pour les chefs des services médicaux et les médecins des forces	7 528
25. Appui	Chef du service financier	Entebbe (Ouganda)	Nairobi	n.d.	Formation spécialisée du comité local des passages de marché à l'UNSOA	1 200
26. Appui	Chef de l'Unité de contrôle des mouvements	Entebbe (Ouganda)	Mombasa (Kenya)	n.d.	Réunion du groupe régional s'occupant des mouvements	1 148
27. Appui	Chef du Service de la gestion des contrats	Entebbe (Ouganda)	Brindisi (Italie)	n.d.	Conférence sur la gestion des contrats	5 603
28. Appui	Médecin	Entebbe (Ouganda)	Le Caire	n.d.	Atelier régional de UN Cares; formation sur le VIH à l'intention des facilitateurs déployés au Moyen-Orient et en Afrique du Nord	2 535
29. Appui	Assistant aux ressources humaines	Entebbe (Ouganda)	Valence (Espagne)	n.d.	Réunion sur les ressources humaines pour l'ensemble du Secrétariat	5 963
30. Appui	Assistant à l'appui	Entebbe (Ouganda)	New York		Conférence sur les rations	8 565
31. Appui	Erreur d'écriture (à corriger)			n.d.	Erreur d'écriture	6 409
32. Appui	Assistant administratif		FISNUA	n.d.	Personnel temporaire à la FISNUA	6 709
33. Appui	Assistant aux opérations logistiques		FISNUA	n.d.	Personnel temporaire à la FISNUA	15 776
34. Appui	Responsable des opérations logistiques		FISNUA	n.d.	Personnel temporaire à la FISNUA	8 112
35. Appui	Chef de la Section des communications et de l'informatique		FISNUA	n.d.	Personnel temporaire à la FISNUA	6 531

<i>Catégorie (Direction exécutive et administration /Sécurité et gouvernance/Appui)</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Provenance</i>	<i>Destination 1</i>	<i>Destination 2</i>	<i>Objet</i>	<i>Frais de voyage (en dollars É.-U.)</i>
36. Appui	Spécialiste des rations	Entebbe (Ouganda)	Brindisi (Italie)	n.d.	Conférence sur les rations	1 480
37. Appui	Assistant au contrôle des mouvements	Entebbe (Ouganda)	Brindisi (Italie)	n.d.	Conférence	1 360
38. Appui	Assistant Génie	Brindisi (Italie)	Entebbe (Ouganda)	Abyei	Affectation provisoire	5 017
39. Appui	Spécialiste de la planification des activités de police	Brindisi (Italie)	Entebbe (Ouganda)	Abyei	Affectation provisoire	5 343
40. Appui	Assistant au contrôle des mouvements	Port-au-Prince	Entebbe (Ouganda)	Abyei	Affectation provisoire	3 936
41. Appui	Responsable des opérations logistiques	New York	Entebbe (Ouganda)	Abyei	Besoins en rations de la Mission	1 554
42. Appui	Chef de la Section du génie	New York	Entebbe (Ouganda)	Abyei	Examen du programme de construction de la Mission	1 505
43. Appui	Responsable de la Mission, Division de la police/Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité/Département des opérations de maintien de la paix	New York	Entebbe (Ouganda)	Abyei	Participation de la police à l'examen du mandat de la FISNUA	1 339
44. Appui	Spécialiste des rations, Département de l'appui aux missions/Division du soutien logistique/Section du soutien spécialisé/Service des rations	New York	Entebbe (Ouganda)	Abyei	Besoins en rations de la Mission	17 011
45. Appui	Spécialiste des achats, Division des achats	New York	Entebbe (Ouganda)	n.d.	Participation aux conférences des soumissionnaires pour l'obtention de nouveaux contrats pour la police	754
46. Appui	Spécialiste des achats, Division des achats	New York	Entebbe (Ouganda)	n.d.	Participation aux conférences des soumissionnaires pour l'obtention de nouveaux contrats pour la police	7 595

Catégorie (Direction exécutive et administration /Sécurité et gouvernance/Appui)				Titre ou fonction	Provenance	Destination 1	Destination 2	Objet	Frais de voyage (en dollars É.-U.)
47.	Appui			Fonctionnaire chargé de l'approvisionnement	New York	Entebbe (Ouganda)	Abyei	Participation aux conférences des soumissionnaires pour l'obtention de nouveaux contrats pour la police	7 528
48.	Appui			Fonctionnaire de la Division du soutien logistique	New York	Entebbe (Ouganda)	Abyei	Participation aux conférences des soumissionnaires pour l'obtention de nouveaux contrats pour la police	6 585
49.	Appui			Fonctionnaire chargé de l'approvisionnement	New York	Entebbe (Ouganda)	Abyei	Participation aux conférences des soumissionnaires pour l'obtention de nouveaux contrats en ce qui concerne les essences, carburants et lubrifiants	14 828
	Appui							Réunions de consultation	276
	Appui							Traitements et indemnités journalières de subsistance des vacataires (à annuler)	38 509
	Appui							Billets d'avion	39 705
	Appui							Billets d'avion pour les voyages officiels au Siège (arrangements spéciaux)	30 424
Total partiel (Appui)									364 556
Total									597 900

Annexe IV

Projets à effet rapide, 2013/14 et 2014/15

<i>Numéro</i>	<i>Projet proposé</i>	<i>Montant estimatif (en dollars É.-U.)</i>
Projets pour 2013/14		
1.	Fourniture et forage d'un nouveau puits à Goli	47 454
2.	Fourniture et forage d'un nouveau puits à Um Harieth	47 454
3.	Fourniture et installation d'un réservoir d'acier surélevé et installation d'une clôture autour du puits à Goli	45 634
4.	Fourniture et installation d'un réservoir d'acier surélevé et installation d'une clôture autour du puits à Um Harieth	45 634
5.	Fourniture de broyeurs à Minyan Anyiel, Mijak et Rumamer	31 913
6.	Fourniture de broyeurs à Nynkuac, Mitrok et Doungop	31 913
Total		250 000
Projets pour 2014/15		
1.	Fourniture de broyeurs à Mading Acheung, Wunruk et Marial Achak	31 920
2.	Fourniture de broyeurs à Majak, Mabok et Luo	35 160
3.	Fourniture de broyeurs à Abatok, Anthony et Agok	31 920
4.	Nouveau forage avec des tubes en polychlorure de vinyle de 6", 150 m de profondeur et 4 fosses de 6 m de long à Al-Radiyah	30 000
5.	Groupe électrogène de 30 kVA, pompe submersible de 10 HP, contrôle à câble et clôture (40 m x 40 m) à Al-Radiyah	30 000
6.	Réservoir d'eau surélevé en acier d'un volume de 10 000 l, réservoir d'eau de 4 m d'eau et aménagements extérieures à Al-Radiyah	35 000
7.	Nouveau forage avec des tubes en polychlorure de vinyle de 6", 150 m de profondeur et 4 fosses de 6 m de long à Diffra	30 000
8.	Groupe électrogène de 30 kVA, pompe submersible de 10 HP, contrôle à câble et clôture (40 m x 40 m) à Diffra	30 000
9.	Réservoir d'eau surélevé en acier d'un volume de 10 000 l, réservoir d'eau de 4 m d'eau et aménagements extérieures à Diffra	35 000
10.	Nouveau forage avec des tubes en polychlorure de vinyle de 6", 150 m de profondeur et 4 fosses de 6 m de long à Al-Samam	30 000
11.	Groupe électrogène de 30 kVA, pompe submersible de 10 HP, contrôle à câble et clôture (40 m x 40 m) à Al-Samam	30 000
12.	Réservoir d'eau surélevé en acier d'un volume de 10 000 l, réservoir d'eau de 4 m d'eau et aménagements extérieures à Al-Samam	35 000
13.	Pompe manuelle – totalité des frais, nouveau forage à Um Khiir, Sohib et Fadullah 1 compris	39 000
14.	Pompe manuelle – totalité des frais, nouveau forage à Malam et Fadullah 2 compris	27 000
15.	Fournitures et matériel scolaire à Miyomngok/Jualjok	50 000
Total		500 000